

Burundi : ces aveux télévisés qui tombent à point nommé pour le pouvoir

RFI, 21-03-2016 C'est à la mode depuis quelque temps au Burundi où les médias indépendants ont été réduits au silence : le pouvoir présente sur les médias publics des membres de mouvements rebelles naissants qui se seraient rendus et qui avouent tout un tas de choses. La séquence télévisée de samedi était trépidante attendue, car la police avait promis des aveux fracassants de la part de « criminels terroristes » repentis, le nom que les autorités donnent officiellement aux opposants armés ou non qui combattent le troisième mandat du président Pierre Nkurunziza. [Le site de la RTNB a mis en ligne la vidéo des « aveux » du meurtre des trois soeurs dans le quartier de Kamenge en septembre 2014].

Pendant 30 minutes, deux nouveaux repentis ont avoué avoir participé à de nombreux crimes dont certains étaient attribués par l'opinion des services publics, ce qui les blanchit comme par miracle, malgré de nombreuses incohérences. Le premier a prendre la parole dit s'appeler Clovis. L'incendie d'un supermarché chinois, le T2000, en septembre 2015 ? C'était lui, avec trois autres personnes, tous envoyés par l'opposant Alexis Sinduhije, la bête noire du pouvoir burundais. Le procureur avait pourtant conclu qu'il s'agissait d'un accident. L'assassinat de trois vieilles religieuses italiennes dans le quartier de Kamenge dans le nord-est de la capitale en 2014 et que la police burundaise avait attribué à un déséquilibre, sans convaincre ? Toujours lui et toujours à quatre, assure Clovis, qui met en cause encore une nouvelle fois Alexis Sinduhije, dans ce crime qui avait bouleversé le monde. Enfin, il a donné sa version des conditions dans lesquelles trois journalistes, « des Blancs » dit-il, avaient filmé les premiers des rebelles burundais dans un quartier de Bujumbura en novembre 2015. Parmi les trois, deux journalistes du Monde qui n'étaient pas du tout au Burundi à l'époque. Viols simulés Le second repentis, lui, s'est concentré essentiellement sur les nombreux cas de viol dont sont accusés l'armée et la police du Burundi. Il jure que les accusations de Human Rights Watch sont basées sur des sources de viol simulés, de quoi surprendre car l'organisation américaine se base dans ses rapports « uniquement » sur des témoignages de victimes. De plus, l'ONG n'a pas publié ou porté d'accusations sur des cas de viols au Burundi ces derniers mois. Il s'agit plutôt d'un rapport du Haut Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme. Ces aveux passés à la télévision nationale samedi soir ont en tout cas suscité des débats enflammés sur réseaux sociaux. Les tenants du pouvoir exultent et parlent d'un quasi « complot mondial », et les opposants eux se moquent d'« un tissu de mensonge incohérent ».